










Procedure file

Informations de base		
RSP - Résolutions d'actualité	2022/2840(RSP)	Procédure terminée
Résolution sur un revenu minimum adéquat pour garantir une inclusion active		
Sujet 4.10.05 Inclusion sociale, pauvreté, revenu minimum		

Acteurs principaux			
Parlement européen	Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination
	EMPL Emploi et affaires sociales		16/09/2022
			16/09/2022
		HETMAN Krzysztof	16/09/2022
			16/09/2022
			16/09/2022
		DURÁ FERRANDIS Estrella	16/09/2022
			16/09/2022
			
		ĐURIŠ NICHOLSONOVÁ Lucia	
			
		MATTHIEU Sara	
			
		REIL Guido	
			
		MILAZZO Giuseppe	
			
		DEMIREL Özlem	

Événements clés			
14/03/2023	Débat en plénière		

15/03/2023	Résultat du vote au parlement		
15/03/2023	Décision du Parlement	T9-0076/2023	Résumé

Informations techniques

Référence de procédure	2022/2840(RSP)
Type de procédure	RSP - Résolutions d'actualité
Sous-type de procédure	Débat ou résolution sur question orale/interpellation
Base juridique	Règlement du Parlement EP 136-p5
Etape de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission parlementaire	EMPL/9/10073

Portail de documentation

Amendements déposés en commission		PE737.302	18/10/2022	EP	
Proposition de résolution		B9-0099/2023	08/02/2023	EP	
Proposition de résolution		B9-0116/2023	08/02/2023	EP	
Texte adopté du Parlement, lecture unique		T9-0076/2023	16/02/2023	EP	Résumé
Question orale/interpellation du Parlement		B9-0008/2023	14/03/2023	EP	
Question orale/interpellation du Parlement		B9-0009/2023	14/03/2023	EP	
Réaction de la Commission sur le texte adopté en plénière		SP(2023)219	25/05/2023	EC	

Résolution sur un revenu minimum adéquat pour garantir une inclusion active

Le Parlement européen a adopté par 336 voix pour, 174 contre et 121 abstentions, une résolution sur un revenu minimum adéquat pour garantir une inclusion active.

La résolution note qu'en 2021, 95,4 millions de personnes dans l'UE étaient menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale, ce qui représente 21,7% de la population de l'UE. Le taux de risque de pauvreté et d'exclusion sociale est le pourcentage de la population qui dispose d'un revenu équivalent inférieur à 60% du revenu disponible équivalent médian national après transferts sociaux. La crise actuelle, composée de facteurs interdépendants tels que la pandémie de COVID-19 et ses conséquences, la guerre d'agression russe contre l'Ukraine et le changement climatique, a laissé les personnes confrontées à un coût de la vie plus élevé et a augmenté le taux de pauvreté ou d'exclusion sociale.

La résolution souligne qu'il est peu probable que l'objectif de l'UE en matière de réduction de la pauvreté soit atteint dans les années à venir si les États membres ne modernisent pas et ne renforcent pas leurs systèmes de protection sociale de manière à favoriser l'inclusion sociale et à soutenir les personnes capables de travailler en leur offrant des voies d'accès à des emplois de qualité.

Le Parlement a souligné que des efforts supplémentaires sont nécessaires pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Il a invité les États membres à augmenter progressivement leur aide au revenu minimum pour les personnes dépourvues de ressources suffisantes jusqu'à un niveau au moins équivalent au seuil national de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale ou à la valeur monétaire des biens et services nécessaires conformément aux définitions nationales, ou à d'autres niveaux comparables établis par la législation et les pratiques nationales, et à traiter d'urgence les questions relatives à l'adéquation, à la couverture et à l'utilisation.

Le Parlement a pris acte de la recommandation du Conseil du 30 janvier 2023 sur un revenu minimum adéquat garantissant l'inclusion active et a invité les États membres à l'adopter et à la mettre en œuvre rapidement. Il a invité la Commission à soutenir les États membres dans la mise en œuvre de la recommandation du Conseil, notamment en leur permettant de partager les meilleures pratiques.

Dans le prolongement de la proposition de la Commission relative à une recommandation du Conseil sur un revenu minimum adéquat garantissant l'inclusion active, une directive de l'UE sur le revenu minimum adéquat pourrait contribuer à l'objectif de réduction de la pauvreté d'au moins la moitié dans tous les États membres d'ici à 2030. Les députés ont souligné qu'une telle directive pourrait contribuer à améliorer l'accessibilité, l'adéquation et l'efficacité des régimes de revenu minimum.

La résolution a souligné que :

- l'aide au revenu minimum devrait être accordée après examen individuel des ressources, afin d'assurer la protection et l'indépendance financière de chaque personne ne disposant pas de ressources suffisantes et remplissant les critères d'éligibilité;

- les États membres devraient faire mieux connaître les régimes de revenu minimum, les critères d'éligibilité et les droits et obligations qui y sont liés, et lutter contre la stigmatisation. Ils devraient concevoir des procédures de demande simplifiées et compréhensibles pour accéder aux régimes de revenu minimum, supprimer les obstacles administratifs inutiles et fournir des solutions en ligne et hors ligne;
- la pauvreté au travail doit être combattue de toute urgence par des salaires décents afin de garantir que le travail paie et d'éviter la nécessité de recourir aux systèmes de revenu minimum;
- l'emploi durable et de qualité est la clé de la réduction de la pauvreté;
- un système efficace de suivi et d'évaluation pour les régimes de revenu minimum dans les États membres, basé sur des données et des objectifs quantitatifs précis de même que sur des informations qualitatives, devrait être mis en place;
- des ressources plus flexibles devraient être mises à disposition pour aider à réduire le taux de chômage des jeunes vivant dans l'UE, des groupes défavorisés tels que les Roms, les personnes handicapées et d'autres communautés exclues.

Transparence				
RADTKE Dennis	Rapporteur(e)	EMPL	06/05/2021	Bundesarbeitgeberverband Chemie e.V.
RADTKE Dennis	Rapporteur(e)	EMPL	23/03/2021	Deputy Permanent Representative of Sweden